

## Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

### ACTUALITE REGIONALE

#### La BAfD lance la nouvelle stratégie d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest 2020-2025

La Banque africaine de développement (BAfD) a lancé, le 26 novembre 2020, [sa stratégie d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest pour la période 2020-2025](#), au cours d'un séminaire virtuel qui a réuni des représentants de la Banque, des Communautés économiques régionales (CEDEAO et [UEMOA](#)) et des pays membres. Le nouveau Document de stratégie d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest (DSIR-AO) 2020-2025 avait été approuvé le 28 mai dernier par le Conseil d'administration de la Banque. Les deux grandes priorités définies sont (i) l'amélioration de la résilience des infrastructures transfrontalières et (ii) le soutien au développement des entreprises régionales. La BAfD entend aussi favoriser le développement du commerce intra régional et l'intégration financière en Afrique de l'Ouest, via l'achèvement des grands corridors routiers et ferroviaires. Elle prévoit de financer 35 projets d'une valeur totale de 5 Mds USD sur la période 2020-2025.

#### La BCEAO maintient ses taux directeurs

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest \(BCEAO\)](#) s'est réuni le 2 décembre 2020. Examinant la conjoncture interne, le CPM a relevé que l'activité économique dans l'UEMOA a légèrement progressé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 (+0,6%), en rapport avec la levée des restrictions de mobilité et les effets des politiques publiques de soutien mises en place, après une baisse de -2% un trimestre plus tôt. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux de croissance du PIB est projeté à +0,9%, contre +5,6% en 2019. L'exécution des budgets nationaux sur les 9 premiers mois de l'année 2020 fait ressortir une aggravation des déficits, induite par les effets de la pandémie. En effet, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est chiffré à 5,5% du PIB à fin septembre 2020, contre 2,4% du PIB un an plus tôt. En outre, les réserves de change de l'Union se sont établies à un niveau permettant d'assurer la couverture de 5,6 mois d'importations de biens et services. Concernant le taux d'inflation dans l'Union, il s'est établi à +2,9% en moyenne au 3<sup>ème</sup> trimestre, après +1,7% le trimestre précédent. L'accélération de l'inflation est imprimée essentiellement par le renchérissement des produits alimentaires. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation est projeté à +2,2%, après -0,7% en 2019. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé, à 3%.

#### La Côte d'Ivoire et le Ghana accusent certaines multinationales de ne pas soutenir le DRD

Le 30 novembre 2020, [les organes de régulation des filières cacao en Côte d'Ivoire \(Conseil Café-Cacao\) et au Ghana \(Ghana Cocoa Board\)](#) ont accusé certains grands opérateurs mondiaux de l'industrie chocolatière (dont Mars et Hershey, qui ont été cités nommément) de s'approvisionner en cacao et produits dérivés en contournant le Différentiel de revenu décent (DRD), négocié en juin 2019 et entré en vigueur depuis octobre 2020. Le DRD consiste en une prime de 400 USD par tonne de cacao, en sus du prix du marché, destinée à mieux rémunérer les planteurs de cacao dans les deux pays, dont beaucoup vivent dans la pauvreté. Les deux organes ont ainsi [annulé tous les programmes de durabilité gérés par la société américaine Hershey](#) et suspendu toute collaboration avec la Cocoa Merchants Association of America (CMAA). Elles réexaminent à présent leur adhésion à la Fédération du Commerce des Cacaos ainsi que les agréments et les incitations accordés à certains de ses membres. [Mars](#) et [Hershey](#) ont réagi à ces accusations en affirmant que leurs actions s'inscrivaient toujours dans le cadre de leur engagement à soutenir le DRD. Pour rappel, la Côte d'Ivoire et le Ghana sont les deux premiers producteurs mondiaux de cacao : pour la campagne 2019-2020, leurs productions représenteraient respectivement 45% et 17% de l'offre mondiale.

## BENIN

---

### Financement de logements sociaux par la BADEA pour un montant de 31 Mds FCFA

Faisant suite à la visite d'une de ses délégations au Bénin fin octobre 2020, [la Banque arabe pour le développement économique en Afrique \(BADEA\) a annoncé accorder une ligne de crédit concessionnel](#) d'un montant de 31 Mds FCFA (47 M EUR) au pays, afin de participer au programme de construction de 20 000 logements sociaux à Houèdo dans la commune d'Abomey-Calavi (20 km de Cotonou).

### Présentation des investissements dans le secteur des infrastructures et transports pour l'exercice 2021

[Le ministre des Infrastructures et des Transports a exposé au Parlement, le 26 novembre 2020](#), ses perspectives d'investissements pour l'exercice 2021, pour un montant projeté à 156 M EUR. Ces investissements se concentreront sur 3 projets, à savoir (i) l'axe de contournement nord de Cotonou, (ii) la route cotonnière Djougou-Banikoara et (iii) le centre des affaires maritimes de Cotonou. Par ailleurs, il a indiqué aux parlementaires que les études se poursuivront pour le projet de l'aéroport international de Glo-Djigbé.

## BURKINA FASO

---

### La gouvernance minière au cœur des 15<sup>èmes</sup> journées du REN-LAC

Le Réseau national de lutte anti-corruption ([REN-LAC](#)) organise la 15<sup>ème</sup> édition des journées nationales du refus de la corruption à Ouagadougou, du 1<sup>er</sup> au 10 décembre 2020, sur le thème de la « Transparence et redevabilité dans la gestion des ressources minières au Burkina Faso ». Pour rappel, l'industrie aurifère représente un secteur stratégique pour le Burkina Faso, qui a produit plus de 50 tonnes d'or en 2019 et occupe ainsi le 4<sup>ème</sup> rang des producteurs africains (derrière l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali). Il s'agit aussi d'une filière particulièrement exposée aux problématiques de corruption, comme le rappelait [la Banque mondiale dans un récent rapport](#). Selon l'enquête parlementaire de 2016 sur le secteur minier, le manque à gagner annuel pour le budget de l'Etat burkinabè s'élèverait ainsi à plus de 551 Mds FCFA (826,5 M EUR).

### L'UE offre du matériel aux forces armées dans le cadre de son programme RENFORCES

[L'Ambassadeur de l'Union Européenne \(UE\) au Burkina Faso a procédé, le 3 décembre 2020](#), à la remise officielle de matériels aux Forces Armées du pays, d'un montant de 2,6 Mds FCFA (3,4 M EUR). Ce don est financé par l'UE dans le cadre de son programme RENFORCES, mis en œuvre depuis 2018, et vise à accroître les capacités opérationnelles des unités engagées dans la lutte contre le terrorisme. Six blindés « Bastions » ont également été remis dans le cadre de l'appui de l'UE à la Force conjointe du G5 Sahel. Pour rappel, la région est en proie à une forte insécurité liée à la menace terroriste depuis 2013.

### Revue des grands projets d'investissement du gouvernement avec les partenaires techniques et financiers

Le 3 décembre 2020, [le ministère des Finances a conduit la première revue des « grands projets d'investissement »](#) identifiés par le gouvernement burkinabè, réunissant les coordonnateurs de ces projets, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les structures étatiques parties prenantes. Ces « grands projets » se définissent selon deux critères : (i) leur coût, devant être supérieur ou égal à 50 Mds FCFA (25 projets concernés) ; (ii) ou leur appartenance à un secteur prioritaire de développement (3 projets concernés). Les 28 projets identifiés relèvent de 14 ministères différents et représentent un volume global d'investissement de 3000 Mds FCFA (4,6 Mds EUR). Pour l'ensemble de ce portefeuille, le taux de décaissement est de 27,5%, tandis que 32% des projets ont été prorogés. Les principales difficultés relevées pour l'exécution des projets sont les conditions sécuritaires, l'impact de la COVID-19, l'indemnisation des populations (dans le cas d'expropriation), ou encore la levée des fonds nécessaires auprès des bailleurs multilatéraux et bilatéraux.

## CÔTE D'IVOIRE

---

### 25 M USD pour financer des programmes de cantines scolaires

[Le Département de l'Agriculture des Etats-Unis \(USDA\) a accordé 119 M USD \(98 M EUR\) au Programme alimentaire mondial \(PAM\)](#) des Nations Unies afin de financer des cantines scolaires dans 5 pays en Asie et en Afrique. La Côte d'Ivoire fait partie des pays bénéficiaires et devrait recevoir une enveloppe de 25 M USD. Étallé sur 5 ans, ce financement vise à soutenir [125 000 enfants dans 613 écoles publiques ivoiriennes à partir de l'année scolaire 2021-2022](#). Pour assurer la durabilité du projet, il est prévu que le nombre de repas

financés par l'USDA soit progressivement réduit et que le gouvernement prenne la relève en assurant le financement des jours non couverts par un transfert graduel qui sera programmé chaque année dans le budget de l'Etat. En plus des repas scolaires, le financement appuiera les petits producteurs et encouragera les achats de denrées locales.

### **Le 1<sup>er</sup> musée numérique d'Afrique de l'Ouest voit le jour à l'Institut Français**

Depuis le 28 novembre, [une « Micro-Folie » est disponible à l'Institut Français de Côte d'Ivoire](#). Il s'agit d'un dispositif culturel mise en place par le parc culturel de La Villette et qui a pour objectif de donner accès à des œuvres d'art numérisées issues d'établissements culturels nationaux et internationaux. Environ 1 500 œuvres sont déjà disponibles sur tablettes, écran et à travers des casques de réalité virtuelle. En Côte d'Ivoire, la « Micro Folie » a vu le jour grâce à la coopération de nombreux acteurs dont le ministère ivoirien de la Culture et de la Francophonie. A terme, elle a également vocation à faire connaître l'art et le patrimoine ivoirien, notamment grâce à un partenariat avec le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire.

### **Convention entre le ministère de la Promotion de la Riziculture et Orange Côte d'Ivoire**

[Une convention a été signée entre le ministère de la Promotion de la Riziculture et Orange Côte d'Ivoire](#) pour soutenir la promotion de l'e-agriculture. Ce partenariat vise spécifiquement à accompagner la Stratégie nationale de développement de la riziculture initiée par le Gouvernement, dont l'objectif est de favoriser l'autosuffisance locale en riz et une capacité d'exportation de masse avant 2025. La mise en œuvre de la convention consistera au renforcement de l'opérationnalisation de la plateforme technologique dans le domaine de l'agriculture et à l'optimisation de la gestion de la traçabilité de production du riz.

## **GAMBIE**

---

### **La Banque centrale maintient son taux directeur**

A l'issue de sa revue trimestrielle, [la Banque centrale de la Gambie a décidé de maintenir sa politique monétaire](#) : le taux directeur à 10% ; le taux de réserves obligatoires à 13% ; le taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanent à 2,5% et celui de la facilité de prêt permanent à 11%. Cette décision est basée, entre autres, sur les facteurs suivants : (i) une contraction de l'économie au cours des trois premiers trimestres 2020, principalement en raison des restrictions imposées pour freiner la propagation de la COVID-19 ; (ii) un niveau de réserves de changes à fin septembre 2020 permettant de couvrir plus de 6 mois d'importations de biens et services ; (iii) une stabilité du taux de change au troisième trimestre 2020 ; (iv) un déficit budgétaire hors dons à 6,2% du PIB à fin septembre et une dette domestique à 35,3% du PIB à fin novembre 2020 ; un taux d'inflation tombée à 5,6% en octobre 2020, contre 7,5% en octobre 2019, en grande partie grâce à la décélération de l'inflation non alimentaire.

## **GUINEE**

---

### **Validation du plan national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, avec l'appui d'Expertise France**

Le gouvernement guinéen, bénéficiant d'un appui technique et financier [d'Expertise France](#) et du projet [REDISSE](#) de la Banque mondiale, a organisé le 30 novembre 2020 [un atelier de validation du Plan national multisectoriel de lutte contre la résistance aux antimicrobiens](#). Ces activités ont pour objectif de soutenir le système national de santé face à cet enjeu mondial qui s'accélère avec le mauvais usage des antibiotiques – un phénomène relativement répandu en Guinée, présageant un fort potentiel de développement de la résistance aux antimicrobiens dans le pays. Avec l'appui de [la Direction nationale des laboratoires et de l'Institut national de santé publique guinéens](#), Expertise France conduit depuis janvier 2019 un projet pilote dans 3 hôpitaux de référence du pays afin d'accompagner les autorités dans la formulation de ce nouveau cadre réglementaire. Le projet est financé à hauteur de 450 K EUR par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et celui des Solidarités et de la Santé. Ces ministères financent également un projet d'urgence hospitalière lancé par Expertise France à l'issue de l'atelier de validation du Plan, d'un montant de 688 K EUR. A noter qu'en janvier 2021, l'Agence française de développement initiera par ailleurs un projet d'appui à la maîtrise du risque infectieux dans les établissements soins guinéens.

## **GUINEE-BISSAU**

---

### **La société émiratie Concord Stars Contracting financera et construira le nouvel aéroport international**

Les autorités bissau-guinéennes ont reçu le 23 novembre une délégation de la société émiratie Concord Stars Contracting. A l'issue de cette rencontre, le gouvernement a annoncé l'attribution du marché de

l'aéroport international de Nhacra, situé à une trentaine de kilomètres de Bissau, à Concord Stars Contracting. Les travaux devraient commencer en 2021 et nécessiter un investissement de 588 M EUR, entièrement financé par la société émiratie. Le nouvel aéroport sera équipé d'un terminal de fret moderne et pourra accueillir des avions de toute taille – ce qui est actuellement impossible dans l'aéroport international Osvaldo Vieira, qui n'a pas la capacité de recevoir les grands avions. Pour rappel, un accord de coopération avait déjà été signé le 10 septembre à Bissau entre les ministres des Affaires étrangères de la Guinée-Bissau et de la Turquie pour la construction d'un nouvel aéroport international dans la capitale, la modernisation de l'aéroport actuel et l'ouverture d'une ligne par Turkish Airlines.

## LIBERIA

---

### Ouverture par Air France d'une ligne directe Paris-Monrovia par Bamako

Depuis le 19 novembre, [la compagnie Air France propose un vol quotidien entre Paris-CDG et l'aéroport de Monrovia-Roberts](#), opéré en continuation de celui vers Bamako, avec un Airbus A350-900 pouvant accueillir 324 passagers. La continuation de Bamako vers le Liberia remplace celle vers Abidjan.

### Lancement de la construction de 100 logements dans le comté de Bong

Le 1<sup>er</sup> décembre 2020, [le Président George Weah a procédé au lancement officiel de la construction de 100 logements modernes dans le comté de Bong](#). Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du projet présidentiel de logements pro-pauvres. Selon le Président, d'autres communautés bénéficient déjà de ce projet, notamment dans les comtés de Grand Kru, Grand Gedeh, et Montserrado. Le projet présidentiel de logement est mis en œuvre par l'Agence libérienne pour l'autonomisation des communautés.

## MALI

---

### Commande d'un second avion de transport Airbus C295

Le ministère malien de la Défense et des anciens Combattants a confirmé la commande [d'un deuxième avion de transport Airbus C295](#), destiné à répondre aux besoins opérationnels des Forces armées maliennes (Famas) et devant être livré en 2021. Pour rappel, le premier C295 était entré en service en décembre 2016. Dans le cadre de cette nouvelle commande, Airbus fournira un package de soutien logistique intégré avec des pièces de rechange pour les deux avions et assurera une formation au profit des équipages de conduite et des mécaniciens.

### Adoption en Conseil des ministres des avenants relatifs au projet d'aménagement de l'axe Bamako / RN6

[Un avenant a été conclu entre la société française Razel et le gouvernement malien](#) sur le marché relatif aux travaux d'aménagement en deux fois deux voies de la route reliant le 3<sup>ème</sup> pont de Bamako à la RN6, comprenant la construction d'un échangeur au croisement de la RN6 et la réhabilitation de la section Tour d'Afrique-Yirimadio de la RN6. Le délai d'exécution des travaux est de 11 mois. Un autre avenant relatif au contrôle et à la surveillance des travaux de ce projet a été conclu entre le gouvernement et le bureau d'études CIRA SAS pour un montant global de 459,4 M FCFA (700,3 K EUR) et un délai d'exécution de 11 mois. Ces avenants visent à prendre en compte les coûts de réalisation de travaux supplémentaires ainsi que le contrôle et la surveillance de leur exécution.

### Entrée officielle en production de Firefinch sur son site aurifère de Morila et lancement d'une campagne de forage par Marvel Gold

Le 26 novembre 2020, la compagnie minière Firefinch a annoncé avoir produit ses premiers lingots d'or à la mine Morila, provenant de l'extraction et du traitement de résidus miniers du site. Pour rappel, Barrick Gold Corporation et AngloGold Ashanti Limited avaient conclu [un accord avec Firefinch le 10 novembre 2020](#) pour la vente de leur participation dans Morila Limited, qui détient 80% de la mine de Morila - l'État malien détenant toujours les 20% restants. Par ailleurs, l'entreprise australienne Marvel Gold vient de lancer [une campagne de forages de 44 trous sur 6300 m sur son site de Tabakorole](#), situé dans le sud du pays, dont les premiers résultats sont attendus début 2021. Ils devraient confirmer une augmentation des ressources aurifères du projet et permettre à Marvel Gold d'augmenter sa participation dans Tabakorole à 51%. Pour rappel, le Mali est le premier producteur d'or de la région, avec une production de plus de 65 tonnes en 2019.

## MAURITANIE

---

### L'Assemblée Nationale examine le projet de LFI 2021

[Les dotations du projet de Loi de finances initiale \(LFI\) 2021 sont en cours d'examen par la Commission des finances de l'Assemblée Nationale](#). Le ministre des Finances et ses collègues sont auditionnés sur l'orientation et les principaux axes de leurs dotations. Pour rappel, [le budget 2021 est arrêté à 70 Mds MRU](#) (1,5 Mds EUR), en très légère diminution par rapport à la loi de finances rectificative 2020, mais en hausse de 16,4% par rapport à la LFI 2020.

### La BCM augmente le taux de réserve obligatoire des banques

[Le Conseil de politique monétaire de la Banque centrale de Mauritanie \(BCM\) a tenu une réunion ordinaire le 30 novembre 2020](#). Considérant la hausse récente de la liquidité bancaire et son impact potentiel sur les prix à la consommation, le Conseil a décidé d'augmenter le taux de réserve obligatoire applicable aux banques de 5% à 6% et de maintenir inchangés l'ensemble des autres taux.

## NIGER

---

### Inauguration de la route Maradi-Madarounfa-frontière du Nigeria, financée par la BOAD

Le 28 novembre, [le président nigérien Issoufou Mahamadou a inauguré la route bitumée Maradi-Madarounfa-frontière du Nigeria](#). Ce corridor frontalier, long de 106 km, a nécessité un financement de 28 Mds FCFA (43 M EUR), dont 78,3% mobilisés par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et 21,7% par l'Etat du Niger. Les travaux, exécutés par l'entreprise China Geo-Engineering Corporation (CGC), ont démarré en novembre 2013. Pour rappel, la frontière entre le Nigéria et le Niger est toujours fermée depuis août 2019, à l'initiative du Nigéria – officiellement pour des raisons de sécurité et pour la lutte contre la circulation de produits de contrebande (pétrole et produits alimentaires en tête).

### 42 Mds FCFA d'investissements du gouvernement pour l'électrification de la région de Zinda

La ministre de l'Energie a effectué cette semaine une visite dans la région de Zinder, pour y constater l'état d'avancement des différents travaux initiés par le gouvernement en faveur de l'électrification de la région. Selon ses déclarations, 42 Mds FCFA (64 M EUR) auraient été investis par l'Etat nigérien dans le secteur électrique depuis 2015. Cette visite intervient quelques semaines après la clôture [d'un projet mis en œuvre par l'Agence française de développement \(AFD\)](#), dont l'objectif était d'élargir l'accès à l'énergie dans la capitale ainsi que dans 100 communes rurales – notamment dans la région de Zinder. D'un montant de 41 M EUR, cofinancé par l'Union européenne, le projet a notamment permis l'extension des réseaux de distribution de la Société nigérienne d'électricité (NIGELEC) le long de la route qui relie Zinder à Gouré, longue de 166 km. Pour rappel, le taux d'accès à l'électricité atteint à peine 13% au niveau national. Début novembre, [620 M EUR ont été mobilisés par les partenaires techniques et financiers](#) pour l'accès à l'électricité à l'issue d'une table ronde nationale dédiée à cette problématique. La première phase de la Stratégie nationale d'accès à l'électricité (SNAE), adoptée en 2018, prévoit des investissements de 1,1 Md USD d'ici 2023.

## SENEGAL

---

### Plus de 5 Mds FCFA du FVC pour accompagner la résilience des petits producteurs dans 5 régions

Les petits producteurs de 5 régions vont bénéficier [d'un projet de renforcement de la résilience doté d'une enveloppe de 5,6 Mds FCFA](#) (8,5 M EUR). Ce projet, financé par le Fonds vert pour le climat, est destiné aux petits producteurs agricoles vulnérables aux chocs climatiques dans les régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine, Tambacounda et Kolda. Il vient renforcer les programmes nationaux de résilience menés par le Secrétariat exécutif du conseil national de sécurité alimentaire. Il vise plus de 400 000 personnes.

### Le Gouvernement, le secteur privé et les banques signent un accord pour la relance de l'économie

Le Gouvernement, le Conseil national du patronat (CNP) et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Sénégal ont signé le 27 novembre 2020 un [accord en vue de la création d'un mécanisme de financement](#) capable de soutenir la relance de l'économie au Sénégal. L'accord tripartite porte sur un financement de 300 Mds FCFA (457 M EUR).

## SIERRA LEONE

### Lancement des travaux d'extension du réseau électrique de Bo-Kenema

Le 30 novembre 2020, le Président sierra-léonais Julius Maada Bio a inauguré [les travaux du projet de réhabilitation et d'extension du réseau électrique de Bo-Kenema](#), financé par [la Banque africaine de développement à hauteur de 50 M USD](#). Celui-ci prévoit entre autre : i) la mise à niveau et la construction d'une ligne aérienne à 33 kV de 70 km entre Bo et Kenema, la construction de deux sous-stations primaires et la réhabilitation de deux sous-stations de centres urbains à Bo et Kenema ; ii) l'extension des réseaux de distribution de moyenne tension et de haute tension dans les deux villes ; iii) l'organisation d'une campagne de raccordements d'abonnés qui permettrait le raccordement de 37 000 ménages de plus au réseau ; iv) le renforcement des capacités de l'Office de distribution et de fourniture de l'électricité et ses partenaires. A terme, plus de 500 000 habitants devraient bénéficier d'un meilleur approvisionnement en électricité. Pour rappel, la Sierra Leone souffre d'un taux d'accès à l'électricité très faible, estimé à 26,1% en 2018 par la Banque mondiale.

## TOGO

### Entrée en vigueur de l'accord entre le MCC et le gouvernement togolais

18 mois après la signature, l'accord de don entre [le gouvernement togolais](#) et le [Millennium Challenge Account](#), l'agence gouvernementale américaine d'aide au développement, est entré en vigueur le 27 novembre 2020. Il porte sur une dotation de 20 Mds FCFA (37 M USD), principalement destinée au développement des technologies de communication et à la réforme du droit foncier.

### Lancement d'un fonds de soutien aux PME par le PNUD

[Le programme des Nations unies pour le développement \(PNUD\)](#) a lancé mi-novembre le fonds d'Aide d'Urgence aux micro, petites et moyennes entreprises au Togo, son nouveau programme de soutien aux PME confrontées aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Dans sa phase expérimentale, 350 K USD sont disponibles en vue de soutenir 50 entreprises présélectionnées, sous forme de subvention à hauteur de 30% et de crédit à taux préférentiel à hauteur de 70%.

### Installation du réseau 5G par l'opérateur Togocom en partenariat avec Nokia

[L'opérateur Togocom a reçu des autorités l'autorisation d'exploiter un réseau commercial 5G au Togo](#). C'est la société Nokia qui a été sélectionnée par l'opérateur mobile pour déployer les installations 5G à l'échelle du pays d'ici 2022. Depuis le 27 novembre 2020, le réseau 5G est d'ores et déjà opérationnel dans certains quartiers de Lomé, ce qui constitue une première en Afrique de l'Ouest.

**Responsable de la publication** : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

**Pour s'abonner** : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor\\_RCI](#) 

**Copyright** : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

**Clause de non-responsabilité** : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service économique régional d'Abidjan** (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)  
François SPORRER [francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr)

**Service économique de Bamako** (Mali)  
Valéry ALVES [valery.alves@dgtresor.gouv.fr](mailto:valery.alves@dgtresor.gouv.fr)

**Service économique de Dakar** (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)  
Christophe MORCHOINE [christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr)

**Service économique de Lomé** (Togo, Bénin)  
Pascal FOURCAUT [pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr)

**Service économique de Ouagadougou** (Burkina Faso, Niger)  
Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	<b>130,9</b>	1 100
<b>Macroéconomie<sup>1</sup></b>																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	<b>149,4</b>	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	<b>+6,1</b>	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	<b>-0,3</b>	+8,5
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	<b>-2,3</b>	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	<b>44,5</b>	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
<b>Echanges<sup>2</sup></b>																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	<b>2 365,4</b>	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	<b>1 070,6</b>	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	<b>-5,3</b>	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	<b>6,0</b>	6,2
<b>Classements internationaux</b>																
<i>IDH (2019)<sup>3</sup></i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)<sup>4</sup></i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International<sup>6</sup></i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programmes sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.